



TOUS LES SPORTS AUTREMENT
COMITE DEPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS
Union Française des Œuvres laïques d'Education Physique

Siège social : 9 rue Jean Bart
62143 ANGRES

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS



TOUS LES SPORTS AUTREMENT

COMITE DEPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS

Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique

Siège social : 9 rue Jean Bart
62143 ANGRES

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité départemental UFOLEP DU PAS-DE-CALAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont



porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 13 mars 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Olivier Souillard

Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	4 604	4 482	122	501	Fonds propres (avant affectation)	793 815	802 349
Terrains					Résultat de l'exercice	-12 276	-8 534
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités					Total	781 539	793 815
Autres immobilisations corporelles	73 624	39 819	33 805	28 993	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	34 304	
Autres prêts et titres immobilisés	204 923		204 923	210 555	Provisions pour risques	80 000	65 000
Dépôts et cautionnements					Provisions pour charges	11 209	10 889
Total	283 152	44 301	238 851	240 049	Total	125 513	75 889
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées		
Usagers - clients	128 309	4 434	123 876	155 908	Fournisseurs	33 241	97 757
Comptes courants Réseau	239 300		239 300		Dettes fiscales et sociales	100 325	84 640
Autres créances	280 082		280 082	197 024	Comptes courants Réseau	12 080	
Charges constatées d'avance	133 270		133 270	239 363	Autres dettes	2 380	495
Trésorerie	594 609		594 609	711 190	Produits constatés d'avance	554 910	490 939
Total	1 375 571	4 434	1 371 137	1 303 486	Total	702 935	673 831
Total	1 658 723	48 735	1 609 988	1 543 535	Total	1 609 988	1 543 535

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	390 906	354 187
Ventes de biens		
Prestations de service	375 222	377 221
Subventions d'exploitation	902 880	605 140
Dons et Mécénat	2 700	1 000
Contributions financières	22 627	72 744
Reprises sur dépréciations et provisions	2 420	
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés		2 000
Autres produits	56 103	127 896
Total	1 752 858	1 540 188
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		6 952
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	346 738	403 903
Aides financières	35 620	
Impôts et taxes	37 960	38 043
Salaires	751 239	622 786
Cotisations sociales	154 223	136 468
Dotations aux amortissements	10 576	7 199
Dotations aux dépréciations	3 629	2 185
Dotations aux provisions	15 320	32 820
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	34 304	
Autres charges	380 000	339 325
Total	1 769 608	1 589 682
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-16 750	-49 494
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	4 730	3 842
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	4 730	3 842
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	4 730	3 842
RESULTAT COURANT (I + II)	-12 020	-45 652
Produits exceptionnels	92	37 119
Charges exceptionnelles		1
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	92	37 118
Impôts sur les bénéfices	348	
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-12 276	-8 534

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	350 000	350 000
Bénévolat	510 000	510 000
Total	860 000	860 000
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	350 000	350 000
Personnel bénévole	510 000	510 000
Total	860 000	860 000

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui dégage un déficit de 12 275,69 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association :

Le comité a pour objet d'assumer les buts de l'UFOLEP, l'éducation par le sport, notamment dans une perspective de développement durable, sur le territoire considéré :

- en organisant et en promouvant toute activité physique comme moyen d'éducation et de culture par le sport, d'intégration et de participation à la vie sociale, dans le but de former des sportifs et des citoyens
- en suscitant, en organisant et en contrôlant ces activités dans les associations affiliées, avec le souci de contribuer à l'harmonieux épanouissement de la personne humaine ;
- en donnant à chacun, sans discrimination aucune, la possibilité de pratiquer des activités physiques, sportives et de pleine nature ;
- en propageant sa conception du sport pouvant aller de la saine détente dans le cadre des loisirs jusqu'à la compétition si elle est formatrice, amicale, désintéressée et respectueuse de l'environnement et de la santé des pratiquants, illustrant ainsi sa devise : « tous les sports autrement » ;
- en prolongeant l'action de l'USEP ;
- en contribuant à la promotion et à la défense des organisations éducatives et sociales laïques du département.
- en assurant la formation et l'enseignement du secourisme sous toutes ses formes.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de cet exercice.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	4 604,27			4 604,27
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel d'activités	42 654,79	11 700,00		54 354,79
Agencements & aménagements divers				
Matériel de transport	4 740,01			4 740,01
Matériel informatique	11 219,72	3 309,59		14 529,31
Mobilier de bureau				
Immobilisations en cours				
Total	63 218,79	15 009,59		78 228,38

b) Acquisitions et désinvestissements

Les acquisitions concernent :

- plan équipement : 11 700,00 €,
- un ordinateur portable + 4 écrans pc : 910,08 €,
- un ordinateur portable : 484,99 €,
- une armoire rideau : 504,56 €,
- un appareil photo avec carte mémoire : 509,98 €
- deux enceintes sono : 899,98 €

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	4 102,88	379,20		4 482,08
Constructions et agencements	5%				
Matériel d'activités	33% à 20%	19 975,52	6 929,49		26 905,01
Agencements & amén. divers	10%				
Matériel de transport	25%	1 246,86	719,00		1 965,86
Matériel informatique	33%	8 399,37	2 548,63		10 948,00
Mobilier de bureau	20%				
Total		33 724,63	10 576,32		44 300,95

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts	142 294,24		142 294,24
Autres prêts			
Titres	62 629,00	1 868,00	60 761,00
Dépôts et cautionnements			
Total	204 923,24	1 868,00	203 055,24

3. Stocks

Néant

4. Usagers

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	123 875,55		123 875,55
Usagers douteux	4 433,87	4 433,87	
Usagers non encore facturés			
Total	128 309,42	4 433,87	123 875,55

5. Comptes courants – Réseau débiteurs

UFOLEP Nationale	12 700,00
CRUFAP	226 580,35
	239 300,35

6. Autres créances

Fournisseur avoir à recevoir 1 103,31

Créances sociales 1 514,13

Subventions à recevoir :

Collectivités	102 676,00
Conseil régional Haut de France	25 000,00
Conseil départemental 62	31 889,00
ANS	86 000,00
CAF	18 000,00
CPAM	2 400,00
Aide unique aux employeurs AUEA	8 500,00
Produits à recevoir	3 000,00
	277 465,00
	280 082,44

7. Charges constatées d'avance

Licences et affiliations – part Ligue 2023-2024	120 097,84
Part CDOS	125,00
Location véhicule	2 255,57
Assurances	4 901,84
Maintenances informatiques	5 889,74
	133 269,99

8. Trésorerie

Livrets d'épargne	459 384,35
Comptes courants comité	34 843,12
Comptes courants CSD	98 160,67
Compte courant associative	2 221,00
	594 609,14

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

	Début	Reports	Utilisations	Fin
Subventions : Actions non réalisées - sport santé		34 304,00		34 304,00
Total		34 304,00		34 304,00

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Risque : subventions	60 000,00			60 000,00
Risque : salaires	5 000,00	15 000,00		20 000,00
Charge : engagement de retraite du personnel (1)	10 889,49	319,99		11 209,48
Provisions	75 889,49	15 319,99		91 209,48
Immobilisations financières				
Usagers	3 225,00	3 628,87	2 420,00	4 433,87
Autres créances				
Dépréciations	3 225,00	3 628,87	2 420,00	4 433,87
Total	79 114,49	18 948,86	2 420,00	95 643,35
Dotations / reprises d'exploitation		18 948,86	2 420,00	
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		18 948,86	2 420,00	

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet

Total

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la Convention Collective Nationale du Sport, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente pour l'ensemble des salariés en CDI : 1 ½ mois de salaire après 10 ans d'ancienneté, 2 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté, 4 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté, 5 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté, avec un taux de charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

6. Fournisseurs

Fournisseurs	19 194,96
Fournisseurs, factures non parvenues	14 045,61
	33 240,57

7. Dettes fiscales et sociales

Provision pour congés payés	13 422,56
URSSAF	25 965,43
Retraite complémentaire	13 986,22
Mutuelle	3 247,59
Prévoyance	5 900,95
Charges sociales sur congés payés	2 629,09
Autres charges sociales à payer	2 650,25
Prélèvement à la source	1 061,04
Impôt sur les sociétés	357,80
AFDAS	2 207,08
Taxe sur les salaires	28 896,92
	100 324,93

8. Autres dettes

Avances reçues - usagers	200,00
Usagers RRR à accorder	<u>2 180,00</u>
	2 380,00

9. Produits constatés d'avance

Subventions – quote-part 2024	199 148,00
Affiliations et licences 2024-2025	<u>355 761,81</u>
	554 909,81

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**1. Prestations de service**

	Exercice clos	Exercice précédent
Animations	135 131,34	359 533,88
Formation professionnelle	227 099,15	
Produits annexes	12 992,00	17 687,51
Total	375 222,49	377 221,39

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
Ministères	438 101,00	318 720,00
Conseil Régional	18 000,00	
Conseil Départemental	200 039,00	131 080,00
Communes et Com.Com	127 740,00	155 340,00
Aides à l'emploi	44 500,00	53 333,52
Autres subventions	74 500,00	
Quote-part de subventions d'investissement		
Total	902 880,00	658 473,52

3. Contributions financières

	Exercice clos	Exercice précédent
UFOLEP NATIONALE	22 626,57	12 750,00
Utilisation du plan de relance		59 994,01
Total	22 626,57	72 744,01

4. Produits financiers

Intérêts des parts sociales	1 868,28
Autres intérêts financiers	<u>2 861,73</u>
	4 730,01

5. Produits exceptionnels

Produits sur exercices antérieurs	<u>92,00</u>
	92,00

6. Charges exceptionnelles

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	4	3,6	4	3,6
Employés	18	15,58	23	16,04
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	14	14	9	9
Total	36	33,18	36	28,64

(1) Effectif à la clôture quelque soit la durée de travail (2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE	0	0	0	0

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédits-bails et locations de longue durée

Loyers restant dus :

Photocopieur

1 968,84

Véhicules

142 288,08

140 319,24

4. Autres engagements hors bilan

Néant

5. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite et prestations en nature : 350 000 €

Pour les créneaux sportifs :

Nous comptons 50€/h nous avons 140 séances par semaine pendant 40 semaines

Soit 280 000 €

Par le Département :

Bureaux mises à disposition : 6 000 €

Salles mises à disposition : 6 000 €

Pour des événements occasionnels :

Pour les événementiels : 50 événementiel dans l'année. 1000 €/événementiel : 50 000 €

Par la ville de Béthune :

Mise à disposition salle M2S et salle formation : 8 000 €

b) Bénévolat / Personnel bénévole

Nous comptons 170 bénévoles investis dans la vie du comité directeur et de ces commissions.

Nous estimons au minimum à 5 heures par semaine leur investissement sur 50 semaines par an.

A 12€ par heure de valorisation.

Nous pouvons estimer à $170 \times 5 \times 50 \times 12$ soit **510 000 €** la valorisation du bénévolat à l'UFOLEP hors fonctionnement des associations.